

9^{ème} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OMC

Bali, 03-06 décembre 2013

**Déclaration de S.E. Monsieur Mohamed ABBOU, Ministre délégué auprès du
Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie
numérique, Chargé du Commerce Extérieur**

du Royaume du Maroc

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Directeur Général de l'OMC,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'exprimer avant tout en mon nom et au nom de la délégation du Royaume du Maroc, mes vifs remerciements au peuple indonésien, à son Gouvernement et à vous, Monsieur le Président pour votre hospitalité et de l'excellente organisation de cette conférence.

Mes remerciements s'adressent également à M. Roberto Azevêdo, Directeur Général de l'OMC que nous saluons en cette occasion si cruciale, pour les efforts inlassables qu'il a entretenus depuis sa désignation à la tête de l'OMC, pour intensifier les négociations sur le paquet pour Bali.

Je remercie également le Secrétariat de l'OMC pour les efforts déployés dans la préparation de cette Conférence.

Monsieur le Président,

Nous estimons que la conclusion du cycle des négociations commerciales multilatérales de Doha, conformément au mandat actuel, sur la base des progrès réalisés à ce jour, et selon les principes de l'engagement unique et le traitement spécial et différencié, constitue un impératif majeur pour donner un nouvel élan au système commercial multilatéral et renforcer la confiance dans l'OMC .

Nous sommes déterminés à contribuer positivement à la conclusion de ce Cycle le plus tôt possible et selon une approche juste et équilibré, qui doit donner la priorité au développement en tant que principal résultat concret, tout en préservant les flexibilités négociées et en respectant les principes qui guident notre organisation qui sont l'inclusion et la transparence.

Nous devons veiller à réaliser le double équilibre horizontal et vertical au titre de la récolte précoce que nous avons négocié et qui est de nature à préserver la crédibilité du système commercial multilatéral.

Mesdames et Messieurs,

Si tout le monde s'accorde que le commerce est un moteur de croissance économique et de réduction de la pauvreté et donc créateur d'emploi, force est de constater que beaucoup de nos pays en tirent difficilement avantage.

En effet, la libéralisation économique engendre également, des vulnérabilités sociales qui nécessitent des ajustements et la création de conditions préalables à une interaction positive entre le commerce et le développement, en vue de maximiser les effets bénéfiques du commerce international, à travers son intégration dans les politiques de développement.

Certes, nos pays connaissent un processus de transition démocratique qui commence à se stabiliser et ont déployé des efforts considérables pour surmonter la crise mondiale, quoique avec des rythmes de croissance différenciés, cependant, force est de constater que ces niveaux de croissance ne permettent pas de créer des emplois durables.

Il n'est nullement besoin de souligner l'importance de ces négociations dont les résultats dessineront le paysage du commerce international et l'avenir de nos économies et surtout de nos populations qui attendent beaucoup de nous pour aspirer à un avenir meilleur.

Nous attachons à ce titre une grande importance à cette conférence pour aborder l'étape suivante, période post Bali, selon un programme qui soit claire en termes de timing et de thématiques et au titre duquel sont fournies les garanties et les assurances nécessaires pour que les autres domaines du Programme de Doha pour le Développement soient conclus dans les plus brefs délais.

Mesdames et Messieurs,

Le lancement des négociations de Doha en 2001 a été motivé, entre autres, par la nécessité de corriger les déséquilibres inhérents aux Accords du Cycle d'Uruguay qui ont vu le jour à Marrakech au Royaume du Maroc en 1994. A ce titre, la "dimension de développement" est la raison d'être de ce cycle et doit le demeurer. Sa concrétisation reste toutefois, conditionnée par la mobilisation des ressources financières substantielles additionnelles, durables et prévisibles pour une participation efficiente au système commercial multilatéral et pour la mise en œuvre des projets de développement et l'amélioration des capacités productives et d'exportation pour le continent africain qui, malgré qu'il enregistre un taux de croissance de 9%, sa part dans le commerce mondial n'est que de 3,5 %. A cela, s'ajoute la fragilité des économies africaines dont les 2/3 sont des PMA.

Cette croissance ne permet guère la création de l'emploi et la stimulation de l'investissement nécessaire pour rendre l'Afrique moins vulnérable aux chocs mondiaux et lui assurer un développement soutenu. C'est dire l'importance du commerce comme levier de développement permettant à des millions de personnes de sortir de la pauvreté et l'exclusion sociale et faire face à de multiples défis économiques, sociaux et sécuritaires.

C'est pour toutes ces considérations que l'Afrique a été toujours une constante dans les relations extérieures du Maroc qui ne ménage aucun effort pour apporter son appui inconditionnel au continent dans les domaines socio-économiques, de l'investissement, du commerce, de la formation, des infrastructures et de la coopération au développement pour aider les pays africains à s'intégrer dans l'économie mondiale.

Concrétisant cette vision stratégique, le Maroc a choisi d'être déjà présent dans plusieurs pays africains, dans les secteurs de la finance des assurances, des infrastructures, des télécommunications...etc.

Nous estimons que la neuvième Conférence ministérielle (CM9) doit prodiguer des orientations supplémentaires sur les questions liées au développement.

Permettez-moi de conclure en disant que les perspectives économiques dans notre région sont certainement favorables. Les réformes engagées ces dernières années ont permis de bâtir la stabilité macroéconomique et d'accélérer la croissance. Je crois qu'à travers le développement du commerce, les pays de la région peuvent améliorer de manière significative leur taux de croissance, ce qui favoriserait la création d'emplois et permettrait de relever le niveau de vie des populations.

Nous appelons de tous nos vœux pour une libéralisation mondiale à visage humain ; où les politiques économiques et sociales s'interagissent et se renforcent mutuellement dans un cadre cohérent faisant du capital humain l'élément central du processus de développement.

Toutes les parties prenantes, doivent conjuguer leurs efforts et faire preuve de plus de dynamisme, de réactivité et surtout de volonté politique pour un dénouement positif et satisfaisant de cette entreprise.

Je vous remercie pour votre attention.